

HORGUELIN, Christophe, *La prétendue république* (Sillery, Septentrion, 1997), 169 p.

Jean-Philippe Garneau

Volume 51, numéro 4, printemps 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005437ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005437ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Garneau, J.-P. (1998). Compte rendu de [HORGUELIN, Christophe, *La prétendue république* (Sillery, Septentrion, 1997), 169 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 51(4), 584–586. <https://doi.org/10.7202/005437ar>

COMPTES RENDUS

HORGUELIN, Christophe, *La prétendue république* (Sillery, Septentrion, 1997), 169 p.

Fruit d'un mémoire de maîtrise, *La prétendue république* de Christophe Horguelin invite un large public à suivre l'activité d'une petite élite coloniale présentée comme entreprenante, parfois frondeuse, véritable «oligarchie» qui, de l'avènement de la Communauté des habitants (1645) au seuil de l'intendance de Jean Talon (1665), chercha à dominer la base de la socio-économie en Canada: la traite des fourrures. Insistant sur la consubstantialité de l'économique et du politique, l'auteur nous convie à (re)considérer le rôle et l'influence de ces «principaux habitants» dans l'évolution de la colonie d'avant 1665.

Pris dans son ensemble, l'ouvrage ne propose rien de moins qu'une nouvelle intelligibilité des rapports de force ayant orienté les destinées de la Nouvelle-France durant cette période embryonnaire. Ainsi, les importants remaniements politiques de l'année 1663, habituellement perçus comme marquant les débuts de la gouverne royale en colonie, acquièrent, sous la plume agréable de Christophe Horguelin, une signification qui aura de quoi surprendre quelques-uns: «La réunion de la colonie au domaine royal, écrit ce jeune historien, [...] relève [...] moins d'une initiative de la France que d'une démarche coloniale visant à rétablir l'autorité ébranlée de l'oligarchie.» (p. 107)

Pour étayer cette interprétation neuve, Horguelin attire d'abord notre attention sur ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire du Mesnil (chapitre 1). À contrecourant de l'historiographie «traditionnelle», l'auteur accorde une valeur significative à l'enquête que, au nom de la compagnie des Cent-Associés, Péronne du Mesnil mena à partir de 1660 dans les comptes de la Communauté des habitants: des graves accusations portées par ce zélé questeur et surtout des réactions violentes ou déterminées des dirigeants incriminés surgiraient, pour qui se donne la peine de regarder, les contours d'un groupe social dominant en colonie. Certes hétérogène, ce groupe oligarchique se démarqua du reste des habitants, au dire de l'auteur, par son «accès aux moyens de contrôle et aux privilèges» qu'offrait, sous la commode couverture juridique de la Communauté, la gestion du monopole de la traite. La clé de l'histoire canadienne d'avant 1665, et donc celle du passage au régime royal, résiderait en fait dans l'étude de cette élite locale placée au centre d'un espace de compétition structuré par le commerce des fourrures.

L'auteur établit d'abord les caractéristiques de ce commerce et démontre que celui-ci constitua l'une des bases sur lesquelles reposaient la cohésion et le pouvoir de l'oligarchie coloniale entre 1630 et 1650 (chapitre 2). Puis, considérant

[1]

la destruction de la Huronnie en 1650, il s'applique à déterminer les répercussions que cet événement charnière put avoir sur l'élite canadienne (chapitre 3). Ébranlée dans ses assises économiques par les nouvelles modalités de la traite, elle aurait eu du mal à se distinguer des «petits» habitants avec netteté, en raison de son récent appauvrissement et de l'effritement de ses réseaux d'alliances. En pleine crise de légitimité face à des colons moins dociles depuis que ceux-ci s'interposaient comme intermédiaires commerciaux, les membres de l'oligarchie auraient adopté de nouvelles stratégies et, entre autres, recouru avec insistance aux privilèges ou au pouvoir de réglementation du Conseil de Québec.

Affectée dans ses propres fondements, l'oligarchie du castor subit au surcroît, à partir de la fin des années 1650, le resserrement du contrôle métropolitain (réformes du Conseil en 1657 et 1659, arrivée de Péronne du Mesnil en 1660) (chapitre 4). Alors que, jusque-là, elle avait réussi à neutraliser les agents du roi ou de la compagnie des Cent-Associés, l'élite coloniale se butait désormais à l'obstination conjuguée du gouverneur (d'Avaugour) et de l'enquêteur (du Mesnil). Menacée d'éclatement (crise politique autour de la question de la légalisation de la vente d'alcool en 1662), l'oligarchie joua le tout pour le tout et obtint, par l'entremise de son récent allié M^{gr} de Laval, le changement de régime (1663) qui allait lui redonner le prestige d'une autorité «confirmée et rehaussée par la nouvelle légitimité royale» (p. 85).

Christophe Horguelin conforte sa lecture des événements par l'analyse systématique des registres du Conseil souverain entre 1663 et 1665 (chapitre 5): durant ces quelques années, l'oligarchie «bicéphale» (les principales familles et l'Église coloniale) régna en maître sur le pays, faisant même du Conseil souverain son «conseil d'administration». Toutefois, la nouvelle crise politique, mettant cette fois aux prises le gouverneur de Mézy et l'évêque de Pétrée, de même que l'arrivée de l'intendant Talon en Nouvelle-France sonnèrent très tôt «le glas de la première oligarchie canadienne» (p. 134). Au-delà de 1665, date de la véritable emprise royale, seuls les nobles et la haute bourgeoisie parvinrent à se maintenir en s'agrégeant aux clientèles de l'intendant ou du gouverneur, ce qui marquait du même coup la perte de leur ancien pouvoir (chapitre 6).

Au total, *La prétendue république* nous est apparue comme un ouvrage de plusieurs mérites. Impossible à restituer dans toute sa richesse, la pensée de Christophe Horguelin possède cette force qui imprime aux événements pourtant bien connus une intelligibilité insoupçonnée. S'appuyant sur une connaissance solide de l'historiographie, y compris les travaux les plus récents, il intègre également à son récit le fruit de ses propres recherches sans pour autant tomber dans la statistique plate et redondante. On peut se demander toutefois si, pour soutenir son interprétation audacieuse du passage au régime royal, Horguelin n'a pas eu tendance à gonfler l'importance de ces «principales familles» dont l'autorité nous a semblé fluctuer un peu trop globalement d'une conjoncture à l'autre. Désignant l'alliance avec le «clergé» comme un des piliers de l'oligarchie canadienne, l'auteur ne fait-il pas indûment l'économie du cheminement et des déterminants

tions autonomes de ce partenaire, considérant les mutations que celui-ci connut après l'échec des missions en Huronie? Peut-être justement à cause des interrogations qu'elle suscite, *La prétendue république* de Christophe Horguelin se révèle un ouvrage fascinant, capable à lui seul de donner une impulsion nouvelle à la recherche historique sur la société canadienne de cette époque.

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

JEAN-PHILIPPE GARNEAU